



## ÉLECTIONS MUNICIPALES 2020

# Des Maires pour l'interdiction des armes nucléaires

**L**a question de la sécurité est au cœur du débat médiatique des élections municipales les 15 et 22 mars prochain. Selon un sondage rendu public dans [lefigaro.fr](http://lefigaro.fr) du 31 janvier, 61 % des Français-es veulent augmenter le pouvoir des maires dans ce domaine. Mais de quelle sécurité parle-t-on ?

C'est la menace « terroriste » qui suscite le renforcement du sentiment d'insécurité, la crainte d'un acte isolé. Et c'est vrai que s'engager à devenir élu municipal — et plus encore maire —, c'est accepter d'assurer la sécurité des habitant·e·s de la commune. On pense immédiatement aux questions de propreté, de nuisances sonores, de circulation, de délinquance, etc. Mais on oublie une menace importante, une « menace terroriste d'État ».

En effet, la stratégie nucléaire repose sur la menace de millions de morts chez l'adversaire. Il s'agit bel et bien d'une stratégie anticités, camouflée désormais dans le discours officiel sous le vocable de stratégie antiforce, visant les « centres névralgiques »... Car où se trouvent les centres de pouvoir, les centres de commandement militaire ciblés par les armes nucléaires, si ce n'est dans les villes, et principalement dans les capitales des différents pays ?

C'est pourquoi suite à l'adoption du Traité d'interdiction des armes nucléaires par l'ONU, la campagne ICAN a lancé, en novembre 2018, un appel aux villes du monde entier pour qu'elles s'engagent à soutenir son entrée en vigueur. Cette initiative s'inspire de celle de Hiroshima et Nagasaki, prise en 1982, deux villes qui ont créé le mouvement « Maires pour la paix » appelant les villes du monde à dépasser leurs frontières nationales afin de « mettre la pression » sur les États membres de l'Onu en vue du désarmement nucléaire et qui aujourd'hui relaient cet appel.

De nombreuses capitales ont déjà signé cet appel, comme Washington, Canberra, Berne... et Paris. Plus d'une vingtaine de villes ont à ce jour en France signé cet appel, dont Bagneux, La Courneuve, Grenoble.

« Nous, élus locaux, avons pour rôle (...) de garantir la sécurité des citoyens, de les protéger. C'est la raison de notre engagement dans le réseau des maires pour la paix », a expliqué Bernard Macret, l'adjoint aux solidarités internationales de Grenoble<sup>1</sup>, en précisant que « les associations nous ont beaucoup interpellé ». Un engagement qui s'est traduit également par l'envoi d'une lettre au ministre des Affaires étrangères et l'intervention par exemple du maire Éric Piolle dans une conférence à l'université de Grenoble aux côtés de ICAN... Nous savons ce qu'il nous reste à faire, en profitant de la campagne pour les élections municipales, pour que d'autres communes s'engagent !

Patrice Bouveret

### L'Appel des villes

« Notre ville est profondément préoccupée par la lourde menace que les armes nucléaires posent aux communautés à travers le monde. Nous sommes fermement convaincus que nos habitants ont le droit de vivre dans un monde libre de cette menace. Toute utilisation, délibérée ou accidentelle, d'arme nucléaire aurait des conséquences catastrophiques durables et à grande échelle pour la population et pour l'environnement. Par conséquent, nous soutenons le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et appelons notre gouvernement à y adhérer. »

POUR EN SAVOIR PLUS :

<http://icanfrance.org/appele-aux-maires/>



### 100 secondes pour éviter l'apocalypse

Il reste 1 minute et 40 secondes avant que sonnent les 12 coups de minuit qui, pour les scientifiques du *Bulletin of the Atomic Scientists* de l'université de Chicago, symbolisent l'apocalypse<sup>1</sup>. Cette horloge métaphorique a été mise en place en 1947 pour alerter l'opinion publique face au risque de la guerre nucléaire. Sa mise à jour est faite de manière collégiale et intègre les menaces écologiques et technologiques. La fin de la guerre froide et la signature d'un traité de réduction des armes nucléaires par les États-Unis et l'Union soviétique, l'avaient fait reculer jusqu'à 17 minutes avant minuit. Depuis elle n'a eu de cesse de se rapprocher de l'heure fatidique.

Pourquoi la planète a-t-elle perdu ces précieuses secondes ? « La communauté internationale n'a pas trouvé le moyen d'endiguer les menaces les plus pressantes de l'humanité : les armes nucléaires et le changement climatique », expliquent le groupe d'experts, dont 15 prix Nobel. Pire, les puissances nucléaires ont toutes engagées des programmes de modernisation de leur arsenal, et les quelques accords de contrôle sont remis en cause, comme celui sur le nucléaire avec l'Iran ou le traité FNI sur les Forces nucléaires à portée intermédiaire... **P. B.**

1. <https://thebulletin.org/doomsday-clock/current-time/>

1. <https://www.placegrenet.fr/2019/07/23/grenoble-interdiction-armes-nucleaires/253465>

## L'incroyable trahison de l'esprit de résistance

Une trahison qui tient en une simple phrase. Une phrase inventée par les promoteurs de la dissuasion nucléaire pour convaincre de son utilité ceux qui sont prêts à abandonner toute réflexion : « *Le recours à la guerre nucléaire ne pourrait être justifiée qu'en cas de légitime défense où le choix serait entre la mort ou la soumission à un pouvoir dictatorial. La dissuasion nucléaire est donc la clé de voûte de notre sécurité.* »

Heureusement que ces « défenseurs de notre sécurité », lors de la dernière guerre contre le nazisme, étaient dans un monde où les États n'avaient pas une panoplie d'armes suffisantes pour détruire l'humanité. Cela aurait rendu inutile la Résistance qui a combattu l'envahisseur. Et la France aurait disparu avec tous les autres.

Heureusement aussi que cette solution n'a pas été utilisée pendant la guerre froide et que la dictature de l'État communiste a pu être renversée par les résistants soviétiques, nombreux et qui y ont laissé leur vie, par les résistants des pays sous tutelle qui ont déstabilisé cette dictature... dictature qui s'est finalement écroulée d'elle-même.

Il faut être clair : en aucun cas il ne faudrait créer une guerre nucléaire contre la menace d'un pouvoir dictatorial. Ce serait une trahison de l'esprit de résistance, une trahison de la volonté de lutte contre un pouvoir dictatorial, une trahison des valeurs qui ont animées les générations précédentes.

Pourtant l'offensive est forte pour justifier notre dissuasion nucléaire par cet esprit de trahison. À l'École normale supérieure un cours de plusieurs conférences a été donné sur la « théorie morale de la dissuasion » qui avait pour but de convaincre les étudiants et auditeurs de la nécessité actuelle de la dissuasion nucléaire. Et ceci « dans le cas où un pouvoir dictatorial menacerait notre pays ». Ce qui n'est pas le cas actuellement, tout le monde en est d'accord, mais, (et qui pourrait le dire ?) ne peut être exclu dans le futur... Et donc une plaidoirie pour ne jamais envisager le désarmement nucléaire puisque personne ne pourra jamais garantir un avenir sans menace dictatoriale.

Un argument qui a les faveurs de l'évêque aux Armées qui explique que l'Église catholique en France doit continuer à être en faveur de la dissuasion nucléaire en contradiction totale avec le pape François qui a déclaré plusieurs fois que la dissuasion nucléaire est immorale et compromet la sécurité de l'Humanité.

Nos impôts servent donc à payer des personnes de très haut niveau à être les traîtres de l'esprit de résistance. À préférer le suicide à la révolte. À ignorer l'Histoire qui a été faite par ceux qui ont choisi la lutte plutôt que la mort.

**Dominique Lalanne**

### DISCOURS D'EMMANUEL MACRON SUR LA DISSUASION NUCLÉAIRE

## Inquiétude vis-à-vis du Traité d'interdiction

Figure imposée pour chaque Président de la République, le discours sur la dissuasion nucléaire d'Emmanuel Macron s'est déroulé le 7 février à l'École militaire à Paris. Une lecture rapide pourrait laisser penser qu'il n'y a rien de nouveau, ce n'est pas le cas. Son allocution comporte des inflexions importantes sur lesquelles nous reviendrons. L'intervention d'Emmanuel Macron se répartit en trois grands blocs.

Le premier déroule les éléments classiques de langage sur les pseudos-bienfaits de la dissuasion, clé de voûte de notre sécurité et garante de la paix... Arguments que nous avons eu l'occasion d'analyser à de nombreuses reprises dans le bulletin...

Le second insiste sur la transformation de l'Union européenne en puissance militaire... sous la houlette de la France. Il invite des pays membres de l'UE non seulement à un dialogue stratégique autour de la dissuasion nucléaire française, mais également il les convie à des exercices des forces nucléaires... Un pari risqué. Car une telle participation mettra les pays en porte-à-faux avec leurs engagements au sein du Traité de non-prolifération et pourrait bien venir alimenter le débat à la fois sur les dangers de cette arme et sur la volonté hégémonique de la France... D'où le flou au niveau de la mise en œuvre.

Le troisième bloc de son discours se veut clairement une réponse à la dynamique d'interdiction des armes nucléaires, soulignant par là, toute la crainte des puissances nucléaires vis-à-vis de l'adoption du Traité d'interdiction des armes nucléaires en 2017 à l'ONU par une majorité d'États... et par contrecoup la pertinence du positionnement de l'actuelle campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires avec ICAN. Certes, il indique que la France « est également prête à participer à des discussions qui rassembleraient les cinq États dotés d'armes nucléaires au sens du TNP, sur les priorités du désarmement nucléaire »... Mais une telle proposition est vouée au surplace, ne serait-ce que dans la mesure où elle n'intègre pas les quatre autres puissances nucléaires... **P. B.**

**Abolition** est la lettre d'information gratuite publiée par l'association « Abolition des armes nucléaires—Maison de Vigilance », née de la fusion en 2016 de la Maison de Vigilance et du collectif Armes nucléaires STOP

Pour la recevoir, envoyer une demande à : [abolitiondesarmesnucléaires@orange.fr](mailto:abolitiondesarmesnucléaires@orange.fr) ou par courrier : 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

**Soutien financier par chèque ou virement, IBAN : FR76 4255 9000 6941 0200 3405 334**

Directrice de publication : Catherine Pavlovsky • ISSN 2554-3407 • Mise en page et impression par nos soins • Dépôt légal à parution • janvier 2020

### PARTICIPEZ AUX VIGIES...

## devant le ministère des Armées, Paris

Prochaines dates : **vendredi 6 mars** et **vendredi 3 avril** :

- de 8h à 9h, rendez-vous sortie 2 du métro ligne 8 station Balard, angle bd Victor ;
- de 12 h à 13 h, rendez-vous à la station Balard du tram ;
- de 16 h à 17 h, sortie 2 du métro Balard.

Les personnes qui peuvent venir sont invitées à informer en amont :

[marie-claude.thibaud@wanadoo.fr](mailto:marie-claude.thibaud@wanadoo.fr)  
ou 06 71 60 05 46



### à Paris

**Place Saint-Michel** : rendez-vous devant la fontaine, de 16h30 à 18h00, les mercredi : **12** et **26 février** ; **11** et **25 mars**.

**Créteil Université** : rendez-vous à la sortie du métro Créteil Université de 15h30 à 17h30 les jeudi : **27 février** et **12 mars**.

**Nanterre Université** : rendez-vous à la sortie du RER de Nanterre Université (ligne A) de 15h30 à 17h30, le jeudi : **26 mars**.

Les personnes qui peuvent venir sont invitées à informer en amont Thierry par sms : 06 87 30 31 69



### NOUVEAU

### à Valduc

Une nouvelle vigie a commencé en janvier 2020 sur la route du centre CEA de Valduc, à 45 km de Dijon. Un premier succès. Nos banderoles demandant l'abolition des armes nucléaires, la signature du TIAN par la France et la reconversion du site ont été vues par les salarié·e·s du site à leur sortie du travail : quelques dizaines de voitures et une douzaine de bus. Les gendarmes arrivés sur place en une dizaine de minutes pour un contrôle d'identité, sont étonnés que nous soyons présents dès le début de l'année. Le communiqué a été publié sur le site du quotidien local, *Le Bien public*. Ça va faire jaser dans les chaumières !

**Prochain rendez-vous** : pour partir ensemble : 71, av. Maréchal Lyautey, Dijon à 15 h 30 les **12 mars** et **9 avril**.

Prévenir par tél ou sms : 06 13 05 01 39